

Conférence à l'Université de Ouagadougou **Le mardi 4 septembre 2012**

*«Idéologies politiques et phénomènes partisan en
Afrique de l'Ouest Francophone»*

Introduction : Les trois courants historiques

C'est la constitution de la IV^{ème} république française de 1945, au sortir de la guerre contre l'Allemagne, qui va autoriser la création et l'existence légale des organisations syndicales et politiques en Afrique occidentale française (A.O.F.). Avant 1945, seuls les africains nés dans les 4 communes de Dakar, Gorée, Saint Louis et Rufisque avaient la nationalité française. Ils sont les seuls qui pouvaient voter et se faire voter comme l'unique député noir de l'époque Blaise Diagne. C'est le Parti Communiste Français qui va commencer à recruter et à former idéologiquement et politiquement les jeunes africains scolarisés en France et en Afrique. A l'école supérieure William Ponty de Dakar, les futurs hommes politiques comme Félix Houphouet Boigny, Ouezzin Coulibaly, Philippe Zinda Kaboré, Nazi Boni, Modibo Keita et d'autres vont être organisés dans des Groupes d'Etudes Franco Africains (GEFA) ou des Groupes d'Etudes Communistes (G.E.C.) par les enseignants Français. De retour chez eux ces jeunes fonctionnaires créaient aussi des cercles et des groupes de formation, toujours sous le contrôle du Parti Communiste Français qui était une véritable force politique, avec 25% de l'électorat en France. Les U.S.A. et l'U.R.S.S vont être les principaux acteurs de la rédaction et de la signature le 26 juin 1945, de la charte de l'organisation des Nations Unies à San Francisco. L'article 1^{er} appelle au «Respect du principe de l'égalité des Droits des Peuples et de leur Droit à disposer d'eux-mêmes».

Les anciens combattants ou «tirailleurs sénégalais», survivants de la guerre, de retour en Afrique, diffusent des idées de liberté, d'égalité et de fraternité, face aux exactions des commandants de cercle français et des «petits blancs» dans les colonies.

Il se crée tout un contexte favorable à l'organisation et à la lutte contre le système colonial.

Pour l'essentiel, toute l'activité politique anti-colonialiste est conduite par le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) créé à Bamako, du 19 au 21 octobre 1946 avec l'appui officiel du Parti Communiste Français. Le « Camarade Raymond Barbé » était l'œil et l'oreille du P.C.F. pendant le congrès de Bamako.

En face de ce noyau de cadres et d'élus de l'Assemblée nationale française, les Etats majors de la colonisation vont eux aussi organiser et créer des groupes comme les « Indépendants d'Outre Mer » soit disant pour combattre le communisme et non pas le colonialisme. Un congrès se tient à Bobo-Dioulasso en février 1953 avec les Léopold Sédar Senghor, Paul Hazoume, Mamadou Dia, Raphaël Saller, Hubert Maga, Joseph Conombo, Issoufou Djermakoy, Henri Guissou, Jean Hilaire Aubame et Emile Derlin Zinsou.

Houphouët Boigny a dit à Yamoussoukro en octobre 1986, au 40^{ème} anniversaire de la création du RDA que Léopold Sédar Senghor et Lamine Gueye ont reçu des chèques des services secrets français pour saboter le congrès de Bamako !

Dès 1947, les ministres communistes étaient chassés du gouvernement français. Les rapports du P.C.F et du R.D.A devenaient difficiles à cause de la répression « sans témoins gênants » contre les militants R.D.A dans les colonies où on affectait plus des militants P.C.F ;

Le R.D.A est taxé d'être un parti communiste et va subir l'arbitraire colonial au profit des partis collaborateurs des commandants de cercle et des « petits blancs ». Dans les colonies, « le premier des noirs venait toujours après le dernier des blancs » comme le dit si bien Hamadou Ampathé Bâ !

En France même au sein du P.C.F., les Lamine Senghor, Touvalor Quenum, Garan Kouyaté, militants de la première heure sont victimes du racisme, et ils s'en plaignent très officiellement.

En 1950, Félix Houphouët Boigny Président du RDA et toute la direction politique font le choix de la rupture avec le P.C.F. pour s'allier à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.) de François Mitterrand.

Les étudiants africains en France, militants de l'organisation de la Jeunesse étudiante du R.D.A. (J.R.D.A.) refusent le choix de la Direction et dénoncent la trahison des aînés. C'est la confusion idéologique et politique dans les rangs des militants anticolonialistes et révolutionnaires.

Trois courants politiques organisés en partis vont naître de cette situation de plus en plus complexe :

1°) le nationalisme petit bourgeois assimilationniste qui ne veut nullement rompre avec la France coloniale. Ce courant aspire à une certaine émancipation économique et sociale en tant qu'élites locales. C'est le courant des Senghor, Mamadou Dia et plus tard les réformistes du MLN de Joseph Ki Zerbo, Cheick Amidou Khane, Albert Tévoéjèrè etc...

2°) Le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) qui refuse l'affrontement armé et violent du combat révolutionnaire comme le Front de Libération National (FLN) en Algérie et au Vietnam.

Houphouët Boigny choisit les négociations dites pacifiques avec le Président Charles De Gaulle qui le nommera Ministre d'Etat dans le Gouvernement français. Il aura les mains libres pour «mettre de l'ordre» au sein du RDA en isolant tous les révolutionnaires au profit des «amis de la France». Le R.D.A. conduira les colonies vers les indépendances politiques « dans l'amitié avec la France » !

3°) La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.) est créée à Bordeaux (France) le 31 décembre 1950 sur la base d'une ligne politique anti-impérialiste et révolutionnaire comme réplique contre la Direction politique du RDA sous la présidence de Félix Houphouët Boigny. Derrière la F.E.A.N.F., il y a le Mouvement Communiste International avec Moscou et Pékin comme «bastions inexpugnables et bases d'appui les plus solides du Front Anti-Impérialiste Mondial», selon les qualificatifs des différents congrès de la F.E.A.N.F. elle-même.

C'est en 1958 que sera créé le Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I.) premier Parti Communiste marxiste-léniniste panafricain de l'Afrique de l'Ouest après le Parti Communiste d'Afrique du Sud créé en 1912.

Voici les 3 principaux courants idéologiques et politiques qui vont dominer et influencer l'élite militante et les masses en Afrique Occidentale Française de 1945 à nos jours.

Pour comprendre l'évolution politique de nos différents pays, il faut étudier d'abord l'histoire politique de ces trois (03) courants et idéologies qui ont influencé différemment le Soudan français, le Niger, le Dahomey – Bénin, la Haute – Volta, la Basse Côte d'Ivoire et la Haute Côte d'Ivoire, le Togo allemand, le Ghana du Docteur Kwamé Nkrumah, le Nigéria de Nuanzi Azikwé et le Libéria du Docteur William Tubman.

Chaque colonie a eu à écrire sa propre histoire avec ses propres acteurs. C'est ce qui rend complexe le travail des chercheurs africains en sciences politiques. Il faut pourtant aller de l'avant et expliquer toujours mieux et toujours plus clairement ce qu'il faut pour comprendre les contradictions actuelles de l'Afrique.

**I. La guerre des « agendas cachés »
(1945 – 1960)**

**II. Le refus de la guerre populaire généralisée pour
la Liberté et l'Indépendance (1960 – 1990)**

**III. La démocratisation imposée par le FMI/Banque
Mondiale (1991 – 2012)**

Conclusion : Tout est à refaire à partir du sol africain (Nepad et autres)

I. La guerre «des agendas cachés»

L'Afrique des leaders de l'indépendance à plus servi «la guerre froide», le «conflit entre l'URSS et les USA», la guerre entre «capitalisme» et «socialisme marxiste – léniniste» qu'aucun pays africain n'a pu assumer seul et de façon indépendante entre 1960 et 1991. Les pays, les partis politiques et les leaders africains ont été souvent des « instruments dociles et soumis » entre les mains des appareils d'Etats européens et américains. Tous les rebelles ont été assassinés, renversés par des coups d'Etats commandités de Paris, de Londres, de Washington ou de Moscou. Patrice Lumumba du Congo Kinshasa, Kwame Nkrumah du Ghana, Barthélémy Boganda de la République Centrafricaine (RCA), Sylvanus Olympio du Togo, Modibo Keita du Mali, Sékou Touré de la Guinée, Djibo Bakary du Niger, Philippe Zinda Kaboré de la Haute – Volta sont tous des martyrs de la liberté de l'Afrique. Les assassinats politiques n'ont pas arrêté la marche de l'histoire, même si un recul et un retard en découlent toujours, de 1960 à nos jours.

II. Le refus de la guerre pour la Liberté et l'Indépendance

Les révolutionnaires algériens tout comme les vietnamiens du Front de Libération Nationale (FLN) refusent et rejettent les analyses du Parti Communiste Français (PCF) les invitant à épouser la théorie «de la victoire socialisme en France qui va rejaillir sur l'Algérie et les colonies françaises dans tout le reste du monde». Toutes les autres colonies, à travers leurs élites et leaders politiques se lancent dans le combat de la « France-Afrique ». C'est le Général De Gaulle qui doit « sauver l'Afrique » et éviter que l'URSS et les communistes n'occupent l'A.O.F. et l'A.E.F.

Le samedi 4 décembre 2010, à l'Ambassade du Burkina Faso à Paris, j'ai fais une communication sur le thème «de la Haute-Volta au Burkina Faso : évolution politique d'un Etat : bilan et perspectives». Le texte est sur mon site web : www.basileguissou.org. Je cite le Docteur Ali Barraud, ancien dirigeant du R.D.A./Haute – Volta, ancien ministre de la santé. Il dit ceci : « Nous n'avions jamais dit que nous prendrions les armes contre les français au R.D.A. Jamais... C'est vrai, les colons français qui étaient là avaient compris qu'on voulait les renvoyer chez eux... » (fin de citation).

Et pourtant c'est exactement ce que le R.D.A. devait faire qui n'a pas été fait. Il fallait mobiliser les masses pour « renvoyer les français chez eux » comme au Vietnam et en Algérie. C'est la situation de «demi victoire» ou de «demi défaite», du verre «à moitié vide» ou «à moitié plein», qui complique et rend difficile la construction d'États post coloniaux vraiment nationaux et démocratiques. Sans ce type d'États-Nations, l'intégration ouest-africaine ne se fera pas autrement que par les pas de caméléon actuels. Il faut une rupture politique.

Les élites intellectuelles et politiques africaines veulent importer l'État occidental et ses institutions sur le continent. Ça ne marche pas. Il faut réfléchir, créer, inventer, oser, encore oser et toujours oser pour espérer s'en sortir. Nous devons chercher et trouver nos propres constructions institutionnelles et politiques dans nos langues et dans nos cultures nationales comme la Chine, comme l'Inde, comme le Japon. L'élite politique africaine croit naïvement qu'on peut tout importer du dehors de nos sociétés villageoises avec l'argent du cacao, du pétrole, du coton ou du diamant. Les valeurs ne se vendent pas et ne s'achètent pas. Les valeurs se construisent dans les sacrifices, dans les luttes, dans les combats, dans les difficultés et les efforts assumés collectivement par toutes et par tous.

De 1960 aux années 1990, coups d'Etats, élections truquées, partis uniques avec quelque « cas rares » ou des exceptions ont été servis aux peuples ouest- africains, majoritairement exclus du jeu politique qui reste le monopole des « élites occidentalisés » et maitrisant les langues officielles

étrangères (Anglais, français, portugais ou espagnol) que les peuples ignorent royalement !

L'Afrique de l'Ouest n'a pas connu une évolution politique que l'on peut facilement analyser sous l'angle des courants idéologiques et politiques qui s'affirmaient sur le plan international comme le marxisme – léninisme, le libéralisme ou le socialisme. Certes, le Bénin de Mathieu Kérékou s'est réclamé du marxisme – léninisme. Un parti unique a été créé par des officiers et leurs conseillers politiques civils. Quand on sait que le Président Kérékou disait publiquement : « Karl Marx et son épouse Angèle » pour désigner les deux théoriciens du marxisme (Marx et Engels), on peut douter de l'idéologie du parti de Kérékou. Senghor et son parti socialiste sénégalais ont dirigé le pays pendant trente (30) ans. Et pourtant il est difficile de montrer en quoi le socialisme s'est distingué au Sénégal en comparaison avec la Côte d'Ivoire de Houphouët Boigny dont le parti unique (PDCI/RDA) se réclamait du libéralisme pur et dur !

Par contre un régime comme celui de Kwame Nkrumah, (1946 – 1966) au Ghana qui ne s'est jamais réclamé du communisme ou du libéralisme, a beaucoup fait en faveur du bien être des ghanéens (éducation, santé, infrastructures, eau, électricité) et défendu le panafricanisme. Farouchement combattu par les USA et les gouvernements européens, c'est un coup d'Etat sponsorisé par la C.I.A. qui va renverser le régime révolutionnaire ghanéen en janvier /février 1966.

III. La démocratie imposée par le FMI et la Banque Mondiale 1990 – 2012

Les programmes d'ajustement structurels et la démocratisation des régimes politiques en Afrique depuis 1990 ont été ouvertement imposés par le FMI et la Banque Mondiale. C'est incontestable, même si cela ne nous conduit pas à nier les combats politiques internes aux différents pays africains contre les partis uniques et les violations des droits de l'homme. Du Mali au Niger en passant par le Sénégal, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo,

chaque classe politique locale a joué sa partition à sa manière. Les résultats sont là et ils sont discutables et discutés. Nous pouvons chacun comparer les uns aux autres pour dégager ce que l'on peut capitaliser comme « plus petit commun dénominateur institutionnel et politique » pour espérer avancer dans l'intégration économique et politique. Le droit de vote, les associations de la société civile, les ONG, le multi partisme dit «intégral» avec 150 partis politique par exemple au Burkina constituent un cocktail explosif sans véritable pilote ni véritable agenda maîtrisable à terme.

Dans le contexte actuel, tout semble œuvrer à étouffer les débats idéologiques et politiques dans les pays et entre les pays. Il y a un problème.

Conclusion : Faut-il tout refaire ?

Ma réponse est NON. Il existe un capital important, une riche expérience politique (positive comme négative) et les réalités du monde aujourd'hui permettent des «mises à niveau» rapides et complètes. Il faut créer les conditions du débat des idées et des propositions de solutions qui s'appuient sur l'intégration ouest – africaine et continentale. Le Salut est à ce prix.